

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE DU CONSEIL
INTERREGIONAL DE L'ORDRE DES SAGES-FEMMES DU SECTEUR ...**

N°

Mme Y c/ Mlle X, sage-femme,

Ordonnance du 30 septembre 2009,

LA PRESIDENTE DE LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE,

Vu la plainte enregistrée le 20 mai 2009 auprès du conseil départemental de l'Ordre de Sages-Femmes de ... présentée par Mme Y demeurant en vue de poursuivre pour faute disciplinaire Mlle X exerçant en qualité de sage-femme au centre hospitalier ...;

Vu enregistrée le 13 août 2009 au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil interrégional l' Ordre des sages-femmes du secteur ... la transmission de la plainte par le Conseil départemental de l' Ordre des sages-femmes de ... ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de la santé publique;

Vu le code de justice administrative ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article R.4126-5 du code de la santé publique : « Dans toutes les instances, le président de la chambre disciplinaire de première instance et le président de la chambre disciplinaire nationale peut par ordonnance motivée, sans instruction préalable,(...) 4° Rejeter les plaintes ou les requêtes manifestement irrecevables, lorsque la juridiction n'est pas tenue d'inviter leur auteur à les régulariser ou qu'elles n'ont pas été régularisées à l'expiration du délai imparti par une demande en ce sens (...). » ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article L4124-2 du code de la santé publique: « Les médecins, les chirurgiens-dentistes ou les sages-femmes chargés d'un service public et inscrits au tableau de l'ordre ne peuvent être traduits devant la chambre disciplinaire de première instance, à l'occasion des actes de leur fonction publique, que par le ministre chargé de la santé, le représentant de l'Etat dans le département, le procureur de la République, le conseil national ou le conseil départemental au tableau duquel le praticien est inscrit. Lorsque lesdits actes ont été réalisés dans un établissement public de santé, le directeur général de l'agence régionale de santé peut également saisir la chambre disciplinaire de première instance (...). » ;

Considérant qu'il résulte des dispositions précitées de l'article L4124-2 du code de la santé publique que la procédure disciplinaire dirigée à l'encontre d'une sage-femme exerçant son activité dans un établissement public de santé ne peut être engagée devant la chambre disciplinaire que par l'une des autorités citées par lesdites dispositions; que la procédure disciplinaire à l'encontre de Mlle X, laquelle exerce ses fonctions en qualité de sage-femme au centre hospitalier ..., devant la chambre disciplinaire de première instance du conseil interrégional l'Ordre des sages-femmes du secteur ... a été engagée non par l' une des autorités énumérées à l' article L4124-2 précité du code de la santé publique mais à la suite de la plainte déposée à l'encontre de Mlle X par Mme Y ; qu'il suit de là que la plainte est manifestement irrecevable au sens des dispositions susmentionnées de l'article R.4126-5-4° du code de la santé publique; qu'elle doit par suite être rejetée ;

Sur les frais de l'instance :

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L4126-3 du code de la santé publique que les dépens sont mis à la charge de toute partie perdante sauf si les circonstances de l'affaire justifient qu'ils soient partagés entre les parties; qu'il y a lieu dans l'espèce de mettre à la charge de Mme Y les frais de l'instance d'un montant de 50,00 euros;

ORDONNE

Article 1er : La plainte présentée par Mme Y est rejetée.

Article 2 : Les frais de la présente instance qui s'élève à 50,00 euros sont mis à la charge de Mme Y et devront être versés au Conseil interrégional de l'Ordre des sages- femmes du secteur ..., dans le délai d'un mois à compter de la notification de la présente ordonnance.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée :

- à Mlle X,
- à Mme Y,
- au conseil départemental de l'Ordre des sages-femmes de ...,
- au préfet du département de ...,
- au préfet de la région ...,
- au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de ...,
- au directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation ...,
- au conseil national de l'Ordre des sages-femmes,
- au ministre de la santé et des sports.

Fait à ... le 30 septembre 2009

La Présidente de la chambre disciplinaire